

Présentation

Extractivismes et frontières

Explorer les rapports entre l'extractivisme économique et la construction des frontières, qu'elles soient agraires ou politiques : tel était l'objectif du groupe de chercheurs et de chercheuses dont nous présentons ici les travaux. En tant que membres du Laboratoire mixte international « Mobilités, Gouvernance et Ressources dans le Bassin Mésoaméricain », nous avons entrepris d'étudier les liens entre extractivisme et construction des frontières, qu'elles soient agricoles ou politiques. Nous proposons ainsi une approche critique et comparative de la dimension territoriale des activités extractives portées par une analyse interdisciplinaire des frontières de la région méso-américaine.

L'Amérique latine traverse actuellement une période de croissance significative de l'extractivisme, fer de lance de logiques économiques néolibérales qui s'inscrivent elles-mêmes dans la continuité des processus coloniaux. Comprises au sens large comme l'exploitation intensive des ressources naturelles à des fins d'exportation uniquement, les logiques extractivistes ont fait — et continuent de faire — l'objet de recherches et de débats académiques ininterrompus, ne serait-ce qu'en raison de leurs effets dévastateurs sur les sociétés humaines et leurs environnements respectifs. Les études présentées ici s'inscrivent dans la continuité de ces travaux qu'elles enrichissent tant en ce qui concerne les objets et le périmètre géographique étudiés que les types d'approches adoptés.

En partant d'une définition large de l'extractivisme et d'un point de vue centré sur ses conséquences en termes de bouleversements environnementaux et de

conflits sociaux (Gudynas 2014 ; Svampa 2015 ; Grosfoguel 2016), notre but est d'abord de proposer une lecture des dynamiques extractives liées aux activités non traditionnelles (mine, hydrocarbures), à l'extractivisme agricole et forestier et à celui que constitue la surpêche (Acosta 2011), qui bouleversent les sols, les forêts, la biodiversité, la production agricole (grandes plantations de bananes, ananas, palmier à huile) et, finalement, les ressources en eau.

Par ailleurs, il nous a semblé essentiel de nous concentrer tout particulièrement sur la région méso-américaine qui, en tant que zone continentale intermédiaire, reste souvent et pour diverses raisons, dans l'angle mort de la recherche qui tend à se focaliser sur les processus à l'œuvre en Amérique du Nord et au sein des grandes puissances du sud du continent (Brésil, Argentine). Force est de constater que même dans les publications récentes concernant les frontières agricoles et le contrôle des terres en Amérique latine (de la Vega-Leinert et Schöenberg 2020) la région méso-américaine demeure hors des radars. Et pourtant, c'est justement l'absence d'investissements et d'infrastructures, ajoutée à la faiblesse légendaire des États d'Amérique centrale, qui, dès le XIX^e siècle, ont séduit acteurs exogènes et grandes multinationales nord-américaines (comme la célèbre United Fruit Company), dont la mainmise historique ne s'est depuis jamais desserrée. Une bonne compréhension de cet espace, assujetti aux logiques transnationales (Robinson 2003) et à l'accélération d'une recomposition territoriale observable en temps réel, est indispensable pour mieux saisir les dynamiques actuellement à l'œuvre dans toute l'Amérique latine et, au-delà, sur toute la planète.

Finalement, le troisième apport est que, la progression de l'extractivisme en Amérique latine n'a pas été assez abordée d'un point de vue permettant de relier ce modèle d'accumulation basé sur la surexploitation des ressources naturelles — pour la plupart non renouvelables — à l'expansion des frontières en direction de territoires jugés « improductifs » ou « vides » (Gudynas 2010). En effet, la transformation et l'évolution spatiale constantes constituent l'une des caractéristiques de l'extractivisme en tant que phénomène. Le dénominateur commun des articles qui composent ce dossier, que les auteurs soient historiens, anthropologues, géographes ou politologues, est de proposer une approche spatiale actualisée des dynamiques de l'extractivisme dans la région méso-américaine basée sur de solides études de terrain. Ces différents textes démontrent que si l'extractivisme est souvent étudié dans ses dimensions planétaires, la recherche ne doit pas pour autant en négliger les dynamiques locales. C'est un point qui mérite d'être souligné, et à cet égard, les études ethnographiques sont tout particulièrement précieuses tant les données quantitatives et géolocalisées sont rares ou inaccessibles.

La notion de *frontière* sera ici employée au sens large, d'où l'utilisation du pluriel qui renvoie à la fois à la notion de *frontier* au sens turnerien comme à celle de *border*, et englobe également différentes acceptions de la notion de frontière mobile (Amilhat Szary et Giraut 2015). On retiendra ici la définition proposée par B. Reitel (2014) : la frontière est un objet géographique séparant deux ensembles territoriaux contigus et produisant des impacts sur l'organisation de l'espace (effets de frontière), et elle comprend à la fois une dimension politique (effet sur la structuration des sociétés), une dimension symbolique (elle est reconnue par les acteurs et sert de marqueur dans l'espace) et une dimension matérielle (qui s'inscrit dans le paysage).

La notion de frontière agricole est particulièrement révélatrice du lien étroit qui unit projets de colonisation et logiques juridictionnelles. Les États-nations, en effet, « frontiérissent » des territoires afin de les intégrer à une place subalterne et dans le cadre d'une négociation profondément inégale, à un capitalisme fondé sur l'inégalité territoriale.

Ceci nous conduit à parler des frontières forestières, énergétiques ou aquatiques/haliéutiques actuelles, héritées de processus anciens, dont notamment ceux qui ont permis aux États-nations du XIX^e siècle de s'arroger des terres jugées « inhabitées » ou « vides », et depuis durablement affaiblies par de multiples formes de colonisation. Ce n'est en effet pas un hasard si la plupart des projets extractivistes se développent sur les zones frontalières, intérieures ou internationales. La généralisation de ce phénomène, qui transforme paysages, territoires et sociétés, doit donc nous interroger, tout comme les importantes inégalités territoriales, la marginalisation, la domination politique et la dégradation écologique qui en découlent et que l'on englobera dans la notion d'accumulation par dépossession d'Harvey (2004), convoquée par plusieurs auteurs de ce dossier. Aujourd'hui, en raison d'une nature relativement intacte (terres, forêts, eau, etc.), les régions frontalières sont perçues comme des territoires renfermant des ressources disponibles et par conséquent exploitables, bien que particulièrement vulnérables. Comme le dit Edith Kauffer, assumer la tâche de « respatialiser l'extractivisme » sert aussi à « repolitiser l'espace extractiviste » (Martín 2017). Les sept études de terrain que nous présentons ici ont pour but d'analyser en profondeur les formes d'extractivisme révélatrices des relations de pouvoir quise jouent entre acteurs locaux et acteurs extérieurs, et de s'interroger notamment sur le rôle de l'État, des élites locales et des puissances économiques étrangères dans ce phénomène.

Quelles sont les particularités des différentes formes d'extractivisme (eau, terres agricoles, forêts et sous-sols) au regard de la gestion territoriale des régions

frontalières ? Quelles sont les implications politiques, sociales et environnementales des projets extractivistes encouragés sur les territoires « frontérisés » ? Quels types de sociétés frontalières l'extractivisme dessine-t-il ? Quelles sont les caractéristiques qu'il produit sur les États-nations ? Toutes ces questions ont été débattues collectivement lors d'un premier séminaire organisé en novembre 2019 et d'une deuxième rencontre en juillet 2020, et les sept textes présentés ici sont le résultat de ces discussions. Les terrains étudiés sont : l'Isthme de Veracruz, la forêt lacandone du Chiapas et la péninsule du Yucatán (Mexique), le bassin du fleuve Usumacinta (frontière Mexique-Guatemala-Belize), le canton de Talamanca (frontière Costa Rica-Panama), la région frontalière Costa Rica-Nicaragua et le littoral atlantique du Honduras. Les études portent sur les formes que prend un « nouvel extractivisme » lié à certaines modalités d'exploitation des ressources agricoles et hydriques. Or, qu'il s'agisse de l'extractivisme agricole (McKay 2018), également appelé agro-extractivisme (Giraldo 2018), analysé par la plupart des contributeurs de ce numéro, ou de l'hydro-extractivisme, objet de l'étude d'Edith Kauffer, on sera frappé de retrouver les formes d'extraction économique, sociale et écologique similaires aux secteurs extractifs traditionnels comme les mines ou les hydrocarbures, ainsi que l'accaparement des terres auquel ils sont liés (Veltmeyer et Petras 2014). Les auteurs analysent preuves à l'appui les quatre aspects interdépendants déjà relevés par McKay, à savoir : 1) Extraction massive de ressources, peu ou pas du tout transformées, destinées à l'exportation ; 2) Concentration de la chaîne de valeur et désarticulation sectorielle ; 3) Destruction de l'environnement ; 4) Dégradation de l'emploi et/ou des conditions de travail. Les auteurs nous invitent par ailleurs à revoir nos catégories et leurs contours, par exemple à travers le cas d'espèce du cacao (voir notamment l'article de T. Rodríguez Echavarría).

Pour mieux mettre en évidence la continuité historique des dynamiques extractivistes depuis la fin du XIX^e siècle, Ingeet-Juliet Cano Castellanos étudie l'évolution territoriale de Marqués de Comillas, dans la forêt lacandone mexicaine à la frontière du Guatemala. Ce travail porte tout particulièrement sur les écarts constatés entre la frontière agricole issue de la redistribution postrévolutionnaire des terres, la frontière extractive liée à l'économie pétrolière, et, enfin, la frontière humaine résultant des projets de colonisation liés à la défense de la souveraineté nationale. Dans ce contexte, l'autrice étudie la dernière étape en date de l'extractivisme, à savoir la conversion des terres à la culture du palmier à huile, et les actions de conservation écologique entreprises en parallèle, sans volonté réelle d'impliquer les habitants, d'où une dégradation persistante de l'habitat humain et de l'environnement.

La colonisation agricole induite par la redistribution des terres lors de la Révolution mexicaine s'est poursuivie sous les gouvernements postrévolutionnaires dans les forêts de l'Isthme de Veracruz, dans le but de repousser toujours un plus loin les frontières intérieures. Eric Léonard se penche pour sa part sur la transformation des forêts en pâturages et dévoile les liens, sous couvert de mécénat, entre dispositifs institutionnels de l'État et réseaux d'acteurs privés. Dans cet espace frontalier intérieur, l'auteur observe les dynamiques à l'origine de la constitution d'enclaves conçues au niveau juridictionnel comme des zones d'exception, sur le modèle des zones franches isolées et éparpillées sur les frontières internationales des régions tropicales humides. Dans ce cas précis, les enclaves créées par l'élevage bovin dans la seconde moitié du xx^e siècle ont été délimitées selon les modèles en place précédemment, à savoir celui des plantations agro-exportatrices (fin du xix^e siècle) et de l'exploitation pétrolière (début du xx^e siècle).

Dans le même esprit, Gabriela Torres-Mazuera et le Collectif Geocomunes étudient les processus extractivistes basés sur la notion de frontière agricole actuellement à l'œuvre dans la péninsule du Yucatán ainsi que les mécanismes d'accaparement des communs et de spoliation des terres au prétexte qu'elles seraient improductives. L'analyse cartographique minutieuse et le travail ethnographique effectué par les auteurs sur les espaces où le capital (agro-industriel, énergétique, touristique-foncier) grignote les communs permettent de mettre en évidence les différentes tactiques d'usurpation employées par les investisseurs avec la complicité des pouvoirs publics au détriment des ejidatarios et des paysans mayas, dans le cadre d'une relation de pouvoir historiquement asymétrique.

La deuxième partie de ce dossier porte plus spécifiquement sur les frontières nationales, sur leur rôle dans les logiques de localisation des activités extractives, et sur le fonctionnement bien particulier des zones transfrontalières.

L'article de Tania Rodríguez Echavarría déconstruit les catégories soutenant l'expansion des monocultures (ananas, bananes, plantains, agrumes) et met en évidence la contradiction flagrante entre ce phénomène et le récit national du Costa Rica forgé autour de la notion d'exception verte. À partir du cas du canton de Talamanca (frontière Costa Rica/Panama), et à l'aide de cartes particulièrement révélatrices, la chercheuse analyse le fonctionnement de la frontière sud du Costa Rica en tant qu'espace livré à un extractivisme agricole historiquement héritier du modèle de l'enclave bananière de l'United Fruit Company. Par ailleurs, l'autrice remet en cause la politique actuelle visant à remplacer les monocultures par des plantations de cacao et montre que ces plantations induisent au contraire

de nouvelles formes d'extractivisme, un phénomène qu'il ne faut pas croire circonscrit à l'espace rural.

L'article d'Andrés León Araya et Valeria Montoya Tabash, qui complète parfaitement le précédent, aborde également la question du rôle joué par les frontières nationales dans le processus d'expansion des plantations agricoles, en prenant pour exemple la localisation des cultures d'ananas sur la frontière nord du Costa Rica. Le texte montre que la région nord s'est construite en tant que frontière agricole, que l'organisation économique des plantations frontalières et transfrontalières repose sur la concentration de la propriété foncière et l'exploitation de la main d'œuvre nicaraguayenne, et que l'État costaricien a permis et facilité cet état de fait. À travers l'exemple des plantations transfrontalières d'ananas, les auteurs mettent en évidence les trois fonctions de la frontière, encore renforcées depuis le déclenchement de l'épidémie de covid 19 : 1) Séparer les espaces de production (côté costaricien) des espaces de reproduction sociale de la main d'œuvre (côté nicaraguayen) ; 2) Fragiliser les travailleurs migrants nicaraguayens en situation irrégulière au Costa Rica ; 3) Empêcher l'organisation des travailleurs.

Edith Kauffer explore quant à elle les rapports entre extractivisme et problématique frontalière et transfrontalière, mais cette fois à partir du concept novateur d'hydro-extractivisme, élaboré sur la base d'une étude détaillée de la région transfrontalière (Mexique-Guatemala) du bassin de l'Usumacinta. Après avoir analysé les rapports entre ressources hydriques et extractivisme, l'autrice met en évidence six modalités d'hydro-extractivisme à l'œuvre dans la région étudiée. Le terrain choisi permet de dévoiler les diverses expressions du caractère transfrontalier de cet extractivisme et de distinguer les différences notables induites par la frontière politique entre le Mexique et le Guatemala concernant leur exploitation respective du même bassin.

Pour clore ce dossier, un dernier texte explore sous un angle original plusieurs significations de la notion de frontière, qu'elle soit nationale, agricole ou sociale. Delphine Prunier propose en effet une lecture décentrée des récents mouvements migratoires au départ du Honduras, en s'intéressant moins aux flux qu'à la construction d'un territoire rendu propice à l'expulsion de populations, de par la discontinuité, les rapports de force et les asymétries territoriales qui le caractérisent. L'exploitation extractiviste est en effet un facteur structurant au Honduras, pays peu étudié par les chercheurs. L'autrice analyse l'expansion de la frontière agricole au gré des différentes réformes et révolutions agraires et agri-

coles du xx^e siècle, et s'intéresse tout spécialement au développement des plantations de palmier africain sur la frontière côtière nord. La thèse proposée est que l'extractivisme agricole repose également sur des frontières sociales qui en constituent l'ultime limite ou point de bascule.

Lucile Medina (Universidad Paul Valéry Montpellier 3 UMR ART-Dev)
et Rosa Torras (CEPHCIS- Universidad Nacional Autónoma de México)

Note

- ¹ Laboratoire mixte international « Mobilités, gouvernance et ressources dans le bassin méso-américain », placé sous l'égide de l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France), du Centre de recherche et d'études supérieures en anthropologie sociale (CIESAS, Mexique), de l'Université du Costa Rica et de l'Université nationale du Costa Rica (<https://meso.hypotheses.org>).

Referencias / Références

- Acosta, Alberto. 2011. «Extractivismo y neoextractivismo: Dos caras de la misma maldición». En *Más allá del desarrollo*, editado por Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, 83-118. Quito: Fundación Rosa Luxemburg / Abya Yala.
- Amilhat Szary, Anne-Laure, y Frédéric Giraut. 2015. *Borderities and the politics of contemporary mobile borders*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- De la Vega-Leinert, Anne Cristina, y Regine Schönenberg. 2020. «Transdisciplinary perspectives on current transformations at extractive and agrarian, frontiers in Latin America». *Journal of Land Use Science* 15 (2-3): 89-107. doi:10.1080/1747423X.2020.1766245.
- Giraldo, Omar Felipe. 2018. *La ecología política de la agricultura: Agroecología y posdesarrollo*. San Cristóbal de Las Casas: El Colegio de la Frontera Sur.
- Grosfoguel, Ramón. 2016. «Del extractivismo económico al extractivismo epistémico y ontológico». *Revista Internacional de Comunicación y Desarrollo* 1 (4): 33-45. doi:10.15304/ricd.1.4.3295.
- Gudynas, Eduardo. 2014. «Sustentación, aceptación y legitimación de los extractivismos: Múltiples expresiones pero un mismo basamento». *Opera*, 14: 137-159.

- . 2010. «Agropecuaria y nuevo extractivismo bajo los gobiernos progresistas». *Revista Territorios*, 5: 37-54.
- Harvey, David. 2004. *El nuevo imperialismo*. Madrid: Akal Ediciones.
- Martín, Facundo. 2017. «Reimagining extractivism: Insights from spatial theory». En *Contested extractivism, society and the state: Struggles over mining and land*, editado por Bettina Engels y Kristina Dietz, 21-44. Nueva York: Springer.
- McKay, Ben. 2018. *Extractivismo agrario: Dinámicas de poder, acumulación y exclusión en Bolivia*. La Paz: Tierra.
- Reitel, Bernard. 2014. «Frontière». *Hypergeo*. GDR Libergéo. <https://www.hypergeo.eu/spip.php?article16#>.
- Robinson, William I. 2003. *Transnational conflicts: Central America, social change and globalization*. Nueva York: Verso.
- Svampa, Maristella Noemi. 2015. «Commodities consensus: Neoextractivism and enclosure of the commons in Latin America». *South Atlantic Quarterly* 114 (1): 65-82. doi:10.1215/00382876-2831290.
- Veltmeyer, Henry, y James Petras (eds.). 2014. *The new extractivism: A post-neoliberal development model or imperialism of the twenty-first century?* Londres: Zed Books.